

CINQUANTENAIRE : UNE CONTRIBUTION DE MOHAMED HARBI EL-WATAN, LE 8 JUILLET 2012



N'ayant pu se déplacer à Alger pour prendre part au colloque organisé par El Watan à Alger du 5 au 7 juillet 2012, pour des raisons de santé, l'historien Mohamed Harbi, a fait parvenir aux organisateurs la contribution suivante.

Contribution de Mohamed Harbi au colloque d'El Watan

Je me propose dans cette intervention d'aborder quelques points, tout d'abord, un bref bilan de la colonisation, en second lieu, les pesanteurs du passé sur le développement politique et en dernier lieu, une brève esquisse sur les luttes de classes.

1) Bilan de la colonisation

Il est difficile de contraindre les réponses sur la colonisation dans un jugement univoque. Comme tout fait social et historique, le phénomène colonial est une réalité complexe. Les grandes figures du nationalisme qui l'ont combattu, l'Emir Khaled, Cheikh Abdelhamid Ben Badis, Messali Hadj et Ferhat Abbas l'ont compris et réservé la flèche aux colons et au parti colonial en France.

S'il est vrai que le développement du pays a répondu aux intérêts de la colonisation, il est également vrai que tous les segments de la société algérienne n'ont pas également souffert de sa domination. Une sociologie des élites politiques et sociales de l'Algérie indépendante, révélerait sans ambiguïté que ce sont les enfants des familles qui ont fait leur ascension dans le sillage de la colonisation qui ont été les principaux bénéficiaires de l'indépendance. La promotion d'élites plébéiennes que ce soit par l'armée nationale de libération, par l'école ou par l'usine ne peut dissimuler ce fait.

Le retour sur la colonisation nous est utile que s'il nous permet dans notre pratique politique de rejeter tout ce qui touche à notre dignité et nous rappelle le passé colonial.

Ses justifications par le développement des infrastructures (transport, santé, enseignement...) trouvent de moins en moins d'audience dans les jeunes générations en France.

Cette argumentation est « *analogue à la justification du fascisme par les autoroutes du nazisme par la résorption du chômage et du stalinisme par l'industrialisation...* » écrit Jean Frédéric Schaubé exprimant par là, le sentiment des adversaires de la loi du 23 février 2003 sur la positivité de la colonisation dont le legs ne peut se réduire ni à des infrastructures ni à ce capital culturel qui a marqué les élites nouvelles.

En détruisant les institutions et en accentuant les contrastes entre le littoral et l'intérieur du pays, la colonisation a sa part dans la division nationale. Elle a par ailleurs, été un obstacle à la communication entre les Algériens, et a constitué un obstacle à l'émergence d'une société civile.

Les spécialistes de la guerre définissent le conflit franco-algérien qui s'est déroulé entre 1830 et 1962 comme un conflit de « *basse intensité* ».

Cette définition omet la lourdeur des pertes humaines car la guerre avec la France s'est doublée de luttes civiles.

En aménageant par les armes l'établissement de la population hors de la portée de l'ALN et en engageant à cet effet des milliers de supplétifs algériens, la France a bouleversé les termes du conflit en lui donnant une forme plus violente. Cette violence s'est exprimée en dehors de tout respect des normes convenues et a alimenté le désir de vengeance des Algériens qui n'ont prêté attention aux formes qu'il a pris que dans les années 90 quand les islamistes l'ont utilisé contre la population.

Un tableau des héritages sociaux est indispensable pour mieux situer au niveau anthropologique le phénomène de la violence.

Celle-ci nous paraît aussi liée à des facteurs contingents : l'urgence ressentie pour répondre aux menaces, le défaut de direction, la multiplicité des acteurs en lice à un moment où les chefs de la résistance ne disposaient pas du pouvoir qu'on leur prêtait et essayaient de l'obtenir en négociant avec des forces incontrôlées. Des recherches approfondies sur cette situation contribueraient sans nul doute à une avancée de procès de civilisation et inciterait les acteurs de la guerre de libération à faire face à leurs responsabilités.

La question soulevée par l'engagement des Algériens aux côtés de la France se rattache au problème de la violence. L'assimilation de cet engagement à la collaboration française avec l'Allemagne nazie fausse la démarche. Cent trente deux années de colonisation ne peuvent être comparées en termes d'expérience historique à cinq années d'occupation allemande.

Si on veut la restituer, on doit s'abstenir de ruser avec les faits et reconnaître comme l'a

fait Mostefa Lacheraf que la collaboration n'a pas été un phénomène marginal. Au-delà, de l'utilisation qu'en font des idéologues qui ignorent ce qu'est une situation coloniale, il reste que l'attitude des Algériens fut surtout caractérisée par *le refus de l'humiliation, de la servitude et l'invention d'une multitude de tactiques pour empêcher l'Etat colonial de parfaire sa domination.*

Il ne faut pas oublier que c'est le refus du peuple algérien d'accepter les solutions françaises qui ont fatigué l'adversaire, et, l'action armée aidant, l'ont contraint à négocier l'indépendance.

Il faut donc se pencher autrement sur cette zone grise des accommodements quotidiens et des stratégies sociales où eurent à s'opposer la conscience nationale et les nécessités de la survie.

À l'aube du cinquantenaire le patriotisme algérien n'en sortira que grandi.

Quoi qu'il en soit, les troubles qui suivirent la libération, dans une période de transition mouvementée (crise du FLN, action de l'OAS) ont rendu la maîtrise des représailles difficiles à assurer. Le nombre des victimes a été gonflé non sans cynisme par ceux-là même qui ont entraîné des Algériens contre d'autres. Certes, les vertus civiques n'étaient pas au rendez-vous. Sur ce point, la responsabilité de la résistance, ne peut être éludée.

2) Les pesanteurs du passé

Il me semble évident, chacun le sait aujourd'hui, que la conquête coloniale n'a pas été ce bouleversement qui aurait fait table rase de toute l'expérience acquise avant 1830. Le développement économique, social et culturel, qu'a généré le capitalisme n'a pas connu suffisamment d'extension et d'intensité pour transformer la société dans son ensemble.

Entre la frange urbanisée et la société rurale, massive et hétérogène formée de corps, de fidélités et d'acteurs collectifs presque totalement étrangère à la modernité, il existe un écart énorme.

Il y a bien entendu des liens étroits entre les deux mondes mais leur regard sur la nouvelle société diverge. Les uns la voient comme une pale imitation de l'Occident, les autres, plus ouverts au monde extérieur, la vivent comme une manière proprement algérienne d'aborder le monde moderne.

Bien sûr, les regards ne sont pas aussi tranchés que je l'exprime car l'afflux incessant des migrants tend à ruraliser en renforçant à l'ombre des coutumes et de la religion le rôle des solidarités traditionnelles.

Les couches cultivées et les possédants quant à eux, cherchent à s'aligner sur le modèle urbain cosmopolite. Ces couches faibles et peu nombreuses avant novembre 54 témoignent du caractère embryonnaire du système bourgeois. Le caractère double des

structures sociales a déterminé la nature de la révolution, une révolution plébéienne à l'instar des révolutions d'Amérique latine au XIXe siècle, surgie du sol national.

Tout dans le processus révolutionnaire en Algérie, incite à la comparaison avec le Mexique, la participation du peuple, l'origine sociale des chefs et leur fonction, la revanche sociale des éléments les moins favorisés contre les éléments les plus favorisés, le décalage enfin entre la vision des activistes et celle des secteurs politisés de l'intelligentsia.

Particularité algérienne : avec l'engagement dans la lutte armée, les organisations et les institutions des couches cultivées et des possédants furent éliminées d'un seul coup.

L'État algérien en marche, c'est-à-dire les forces armées, se constitua sur une base purement plébéienne. La structure de la société plébéienne devint à travers les guérillas le noyau et la structure du nouveau système du pouvoir. Les intellectuels n'existaient que comme alliés ou subordonnés des activistes. Aucun d'eux, n'a joui de leur pleine confiance ni réussi à se forger une force politique propre. Ceux qui s'y sont essayés, comme Abane Ramdane l'ont payé de leur vie. Avec lui, la prépondérance civile mais à Alger seulement a duré moins de deux ans.

Après la sortie du CCE à l'étranger l'examen des mécanismes du pouvoir permet de repérer les caractéristiques valables pour tous les appareils : l'importance des relations personnelles, la prééminence des processus informels sur le fonctionnement officiel.

La structure politique centrale ne contrôle pas l'ensemble. Chacun de ses membres contrôle un segment. Cela rend la prise de décision rarement lisible. Les rapports horizontaux de classes en gestation cèdent le pas à des rapports sociaux verticaux où prédominent patronage et clientélisme.

Les tentatives d'accaparement du centre politique, c'était l'intention de Krim Belkacem, sont vouées à l'échec. Une coopération minimale s'impose mais la patrimonialisation du système est différée. Il faudra attendre l'indépendance et l'unification totale des guérillas pour la voir se dessiner.

La tendance à renouer avec le passé et à enjamber le moment colonial comme en rêvaient les oulémas se profile mais elle ne trouve pas un interprète légitime pour la prendre en charge. Quand au style de commandement et d'autorité c'est celui du caïd et du notable. Il n'exclut ni la réprimande publique ni la brutalité, ni la morgue et la suffisance.

3) Les luttes de classes

Un mot sur les classes. Depuis les événements d'octobre 1988, les élites politiques qui gouvernent le pays ont perdu leur légitimité. Les mythes de la résistance n'opèrent plus. Les héros sont fatigués. Après l'autogestion et le socialisme étatiste, l'Etat algérien n'a

rien à proposer sauf la réforme du système. Les factions qui s'approprient l'Etat n'y sont pas toutes prêtes. Leurs conflits vont mener l'Algérie à l'aventure. La crise de représentation a pour théâtre la ville. La distance sociale entre ses différentes composantes montre que la structuration en classes commence à atteindre un seuil critique. Nous ne sommes plus dans les années 60 où sous couvert d'un socialisme fictif s'affirmait l'espérance d'une vie meilleure.

Le développement de la bureaucratie a progressivement favorisé une classe dirigeante formée d'un segment politico bureaucratique et d'un segment économique lié entre eux. Larbi Belkheir a incarné leur interpénétration. Désormais hommes d'affaires et hommes politiques maîtrisant des réseaux de patronage se forment à l'ombre de la lutte contre l'islamisme. Ces nouveaux acteurs maîtrisent des réseaux de patronage et disposent de moyens suffisants pour se faire des clients et élargir leur influence en se dotant d'une presse à leur dévotion. Mais, si à l'intérieur du pays le clientélisme reste une ressource, dans les villes il atteint ses limites. Sa force vient de ce que la classe ouvrière à la recherche de dirigeants capables de lui ouvrir des perspectives n'arrive pas encore à atteindre ses buts.

Il est clair que la société urbaine, les élections l'ont prouvé, ne se reconnaît pas dans les représentants qu'on lui propose. Si le conflit de classes ne s'exprime pas institutionnellement, c'est parce que le pouvoir parvient encore, malgré des émeutes à répétition, à contrôler les canaux d'expression de la contestation. On en mesure le potentiel à Alger par exemple, et sur les stades ailleurs, lors de manifestations sportives.

Il y a une autre raison à cette panne du conflit entre classes. Les exclus et les marginaux de la société urbaine ne forment pas une classe en soi et sont inaptes à s'ériger en classe pour soi. Leur inaptitude à devenir des acteurs conscients de leur histoire constitue un facteur favorable au maintien du système politique et ce, d'autant plus que les classes moyennes traumatisées par la violence des islamistes et des militaires vivent dans la hantise d'une explosion populaire et craignent une aventure.

Parallèlement, ce monde d'exclus faute de pouvoir proposer une alternative se réfugie dans des modes d'expressions détournés tels la criminalité, le pillage, l'engagement dans des opérations aventureuses, que ce soit au profit de l'opposition ou du pouvoir.

Ce sont là des mouvements apolitiques dans leur forme mais politiques dans leur signification.

Difficulté de la classe dirigeante travaillée par le jeu des factions et l'incapacité d'une société urbaine fragmentée se conjuguent pour fermer la voie à toute solution démocratique fondée sur un compromis social.

Dans ces conditions, la classe dirigeante continue à fonctionner sur le mode de la coercition tout en se préparant à une épreuve de force. (Recrutement massif de policiers, achat de matériels modernes, etc.).

Son État n'est que l'incarnation de l'impuissance de la société à se comprendre et à s'orienter. Cette question mérite un examen particulier dénué de tout dogmatisme.

Pour finir, j'attire l'attention sur les pièges que recèle l'idée d'une opposition entre l'Etat et la société civile. Dans bien des analyses, la société civile est définie comme ce qui n'est pas l'Etat. La seule qualité qui lui est reconnue serait l'inertie qu'elle oppose aux interventions du pouvoir.

Dans le contexte algérien, la pertinence de cette opposition est à rejeter. Elle suppose que les sphères économique, sociale et politique sont distinctes. C'est loin d'être le cas. L'Etat est le lieu principal de l'accumulation et de l'enrichissement. Sa capacité de nuisance pour quiconque cherche à s'élever dans l'échelle sociale est réelle. Il est donc illusoire de poser en principe l'autonomie de la société civile. Des liens continuent à l'attacher à l'Etat. La vigueur des rapports de parenté, de clientèle interdisent à ses administrations de se constituer en acteurs autonomes comme dans les pays occidentaux.

Dans ces conditions, l'Etat n'est un démiurge qu'en apparence. Il emprisonne la société et il en est aussi prisonnier.

Un dernier mot en conclusion. La révolution algérienne a accompli sa mission, celle de débarrasser le pays d'une domination étrangère, mais ce que le peuple juge aujourd'hui, ce n'est pas seulement cette domination mais la domination dans le temps et les constructions intellectuelles qui ont favorisé le retour de représentations et de pratiques du passé.

À bien des égards, la révolution a été un banc d'essai pour la pratique de l'avenir mais ce qui frappe l'observateur c'est sa stérilité intellectuelle. Elle n'a pas augmenté le patrimoine d'idées que lui a léguées le nationalisme populiste. Tout se passe comme si le principe de ses dirigeants était de donner l'espérance au peuple pour la lui ôter aussitôt.

C'est bien la preuve que le despotisme plébéen produit les mêmes effets que celui des familles « de grande tentes » et des notables qui dans leur morgue et leur arrogance ne toléraient que les âmes serviles.

Mohamed Harbi, 8 juillet 2012. El Watan